

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Postiers en grève

LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE

Suite à l'intervention policière du CTA de Créteil, de nombreux bureaux ont débrayé : tous les centres de tri de Paris et de banlieue des centraux d'arrondissement des services des chèques et des bureaux gares de province.

La brigade B, prévenue en cours de vacation, a hésité à débrayer pour ne pas perdre la journée et les pourcentages y sont faibles.

La brigade A est en général bien partie (100 % à Clignancourt, 80 % à St-Lazare, 50 % au PLM, etc.)

Mais cette réaction rapide et importante (il y a plus de bureaux qui ont débrayé le jour même qu'en 1974), est marquée par certaines hésitations.

Dès le départ, se pose la question de l'orientation et de la suite du mouvement.

(Suite page 4)



● Nicaragua

Soulèvement populaire contre la dictature

Depuis le 24 janvier dernier, plusieurs centaines de milliers de grévistes exigent dans tout le Nicaragua la démission du président Anastasio Somoza, fils et frère de dictateurs aussi vendus les uns que les autres à l'impérialisme américain, se sont succédés depuis plus de quarante ans au pouvoir. La grève générale a pris de plus en plus d'ampleur depuis mardi dernier et s'est combinée à partir de jeudi avec des actions armées.

Après les ouvriers (notamment ceux de la seule raffinerie de pétrole appartenant à la compagnie américaine Esso Standard Oil), les paysans, les étudiants, les commerçants, ce sont les employés des deux banques nationales et des compagnies d'assurance qui ont rejoint jeudi le mouvement de grève.

La grève générale a été déclenchée pour exiger une enquête sur la mort du leader de l'opposition, directeur du journal « la Prensa ».

démocrate et nationaliste, Pecho Joaquín Chamorro, assassiné le 10 janvier dernier. Le gouvernement s'était empressé alors de présenter des coupables dont les confessions spontanées et contradictoires n'ont convaincu personne. La grève s'est rapidement convertie en un vaste mouvement qui réclame la démission du dictateur et la fin de son régime.

Plusieurs manifestations de femmes notamment, ont eu lieu dans tout le pays. Elles ont creusé des tran-

chées et dressé des barricades pour empêcher l'intervention de l'armée dans plusieurs quartiers des villes.

Par ailleurs, plusieurs centaines d'étudiants ont occupé l'université où ils ont dressé des barricades pour empêcher la « Garde nationale » (c'est ainsi que l'on appelle l'armée) d'y pénétrer.

Vendredi matin, l'armée a occupé la raffinerie de la Esso pour obliger le person-

nel à la remettre en marche. Cependant, elle ne fonctionne pas encore à plein rendement et plusieurs techniciens notamment ont préféré « changer d'adresse » subitement pour ne pas être réquisitionné.

De même la raffinerie de sucre de San Antonio, la plus grande du pays, a été placée sous contrôle militaire. Samedi, 350 ha de canne à sucre y ont été

(Suite page 2)

**POUR TELEPHONER
AU JOURNAL**

Les anciens numéros ne sont plus valables.

Désormais pour appeler le journal

faites le 205-51-10

Editorial

Vers le Parti marxiste-léniniste unique

La bataille politique dirigée en commun par le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) remportera de grands succès, bien au-delà des prochaines élections législatives.

Elle marque aujourd'hui le commencement de la dernière phase du processus d'unification des communistes fidèles au marxisme, au léninisme et à la pensée-maotséoung qui aboutira à la construction et à l'essor d'un *parti marxiste-léniniste unique*.

L'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » concrétise déjà la convergence des idées et des efforts des directions et des militants des deux partis dans l'impulsion commune d'une organisation de masse anticapitaliste et antirévissionniste. Elle peut devenir l'embryon d'un « front uni » de la classe ouvrière et de ses alliés contre le capitalisme et le révisionnisme.

Entre les représentants des comités centraux des deux partis, par les progrès de leur connaissance mutuelle, s'établit une unité idéologique de plus en plus solide, qui garantit la certitude de parvenir à l'unité politique la plus complète. A la base des deux partis, pour la première fois, on passe du stade de discussions sur l'unité à la pratique concrète de cette unité, à l'unité d'action. On distribue les mêmes tracts, on colle les mêmes affiches, on diffuse des journaux qui comportent des pages identiques.

Qu'il y ait encore ici ou là quelques cactus, de plus en plus rares, n'est qu'un phénomène inévitable, mais éphémère. Les cactus n'ont d'ailleurs pas que des épines, ils finissent aussi par produire des fleurs, et la fleur de l'unité sera inéluctablement la plus belle d'entre elles.

Le caractère principal des récentes décisions du PCMLF et du PCR ml réside dans l'ouverture irréversible qu'a évoquée de manière si positive l'orateur du PCR ml, lors du récent meeting régional parisien du PCMLF, quand il a exalté les progrès réalisés dans la direction du futur *parti marxiste-léniniste unique*, soulevant l'enthousiasme de l'auditoire.

Il suffit de prendre connaissance des réactions rageuses des sectes trotskistes comme des réactions contraires, véritablement encourageantes, de travailleurs, y compris de certains adhérents de base du PCF, pour comprendre la portée considérable des initiatives unitaires en cours. L'unité des communistes marxistes-léninistes n'est-ce pas autre chose que l'unité sans principe avec les dirigeants socialistes ? L'unité des communistes marxistes-léninistes, c'est la perspective de la reconstruction de l'unité de classe prolétarienne de la classe ouvrière !

Unir, unir encore, unir toujours pour les luttes de classe aujourd'hui, pour la révolution prolétarienne demain, tous les militants marxistes-léninistes, y compris ceux qui sont encore isolés ou dans les derniers groupes autonomes existant, voilà la tâche immédiate qui s'impose. Le *parti marxiste-léniniste unique* est attendu avec impatience par les travailleurs, parce qu'il est une nécessité historique pour la défense des intérêts de classe de la classe ouvrière et de ses alliés des villes et des campagnes.

L'unité révolutionnaire des communistes marxistes-léninistes, voilà ce qui est, aujourd'hui, principal, pour souder les masses ouvrières et populaires au *parti marxiste-léniniste unique*.

Voilà ce qui doit être présent dans le cœur et dans la raison de chaque camarade attaché aux principes impérisables du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotséoung, de chaque camarade du Parti communiste marxiste-léniniste de France et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste.

En avant, camarades, vers le *parti marxiste-léniniste unique* !

Jacques JURQUET

Mineurs américains

60 jours de grève

160 000 mineurs américains sont toujours en grève. La moitié des charbonnages américains s'en trouvent paralysés depuis plus de deux mois.

Cette situation inquiète les milieux dirigeants des monopoles US. La pénurie commence, en effet, à menacer. Carter lui-même est intervenu dans les négociations en cours espérant

obtenir la fin de la grève. Vendredi, un des grévistes est tombé au cours de la lutte. A Petersburg, dans l'Indiana, John Gull, mineur syndiqué, a été tué d'un coup de carabine tiré par des jaunes, tandis que dans l'Oklahoma, deux-cents grévistes ont riposté fermement aux attaques des flics en utilisant des pierres et des petites charges de dynamite.

● Nicaragua

SOULEVEMENT POPULAIRE CONTRE LA DICTATURE

(Suite de la page une)

brûlés par les antisozialistes.

Sept des stations de radio de Managua fermées pour avoir diffusé des nouvelles sur la grève générale continuent d'émettre depuis des églises.

Les efforts de l'armée pour obliger les magasins à rouvrir les portes ont été vains.

A Matagalpa, à 80 km au nord de Managua des manifestants ont violemment attaqué les forces de l'ordre après que le fils d'un député du parti de Somoza ait tiré sur la foule depuis son balcon, blessant de nombreuses personnes.

Dans plusieurs villes, la garde nationale a préféré rentrer dans ses casernes plutôt que de se mesurer à la foule des manifestants.

Jeudi, les guerilleros du Front sandiniste de libération nationale * ont atta-

qué les villes de Granada, à 35 km au nord de Managua, Rivas, à 130 km au nord de Jalapa, dans le nord du pays également.

A Granada, notamment les guerilleros ont attaqué à 21 h 30 en trois points différents centrant leurs forces sur une caserne. Pendant deux heures l'armée a tâché de faire face à l'attaque. Les habitants de la ville se sont joints en masse aux guerilleros qui ont réussi à faire battre en retraite l'armée et à occuper la ville pendant plusieurs heures. Vingt soldats ont été tués, plusieurs véhicules de l'armée ont été détruits et une banque et le bureau de communications du gouvernement incendiés.

Un colonel de l'armée a été fait prisonnier. Les guerilleros se sont repliés à l'aube, avant l'arrivée des renforts gouvernementaux

de Managua en libérant auparavant un de leurs camarades qui se trouvait dans un hôpital.

Somoza lui-même a dû reconnaître qu'il s'agissait du « coup le plus dur reçu par la Garde nationale jusqu'à maintenant ».

L'aviation gouvernementale a bombardé au napalm pendant la journée toute la région. Un ex-lieutenant de la Garde nationale réfugié au Costa Rica a lancé un appel à ses ex-compagnons d'armes pour qu'ils se rebellent contre le régime.

Vendredi, une station de télévision appartenant à Somoza a été dynamitée.

Samedi, les employés des ministères se sont joints à la grève générale.

Des affrontements armés ont lieu à Managua même, dont la garnison est commandée par le fils de Somoza. Les manifestations se

poursuivent dans toutes les villes du pays.

Dans un discours télévisé le dictateur a affirmé que sa démission serait « contraire à la volonté du peuple et à la constitution », et a appelé au « civisme » de ses concitoyens pour sauvegarder la « démocratie ».

Dimanche, devaient avoir lieu des élections municipales avec pour seuls candidats ceux du Parti libéral nationaliste de Somoza...

* En 1927, Cesar Auguste Sandino, « le général des hommes libres » leva une armée de paysans pour expulser les troupes américaines qui stationnaient dans le pays. Plusieurs mois plus tard, les États-Unis retirèrent leur armée après avoir formé l'actuelle Garde nationale du Nicaragua. En 1934, Sandino fut tué par Somoza. Depuis, la guérilla sandiniste n'a jamais cessé dans le pays.

Message du Parti communiste (ml) portugais (ex UCRP-ML)

Chers camarades,

Le Parti communiste portugais, reconstitué récemment au cours de la Première session de son VI^e congrès, où il a changé son nom en Parti communiste (ml) portugais, tient à saluer chaleureusement les communistes marxistes-léninistes de France et le peuple français à l'occasion du grand meeting du 27 janvier organisé par leur quotidien « l'Humanité rouge ».

En ce moment où vous commémorez le 10^e anniversaire de la création du Parti communiste marxiste-léniniste de France, nous ne pouvons pas manquer d'exprimer notre grand respect pour la poignée de communistes, parmi lesquels se trouvaient le défunt François Marty et le camarade Jacques Jurquet, pour ne citer que ces camarades, qui ont su et osé aller à contre-courant dans les années 60, en combattant les thèses révisionnistes définies par la clique de renégats de Krouchtchev et Cie et suivies par les dirigeants du PCF.

Restés fidèles aux principes du marxisme-léninisme et à leurs nobles idéaux légués par la glorieuse Commune de Paris, cette poignée de communistes, expulsés du PCF dégénéré ou sortis du parti pour continuer le combat, ont mené une courageuse lutte de principes et d'organisation des forces marxistes-léninistes, lutte qui a culminé par le Congrès de constitution du PCMLF.

Bravant la répression bourgeoise et les attaques armées des nouveaux fascistes, les révisionnistes, les communistes français ont restitué à la classe ouvrière son détachement d'avant-garde, en réalisant le 30 et le 31 décembre 1967 le Congrès de Puyricard, date historique pour le peuple français et tout le mouvement communiste international.

L'existence légale du PCMLF a duré cependant peu de temps. La bourgeoisie française ayant senti toutes ses structures ébranlées par le Printemps révolutionnaire de Mai 68, a interdit le 12 juin 1968 le parti qu'elle reconnaît comme celui qui mettra fin à la dictature de classe bourgeoise. Une autre fraction de la bourgeoisie monopoliste, le faux PCF dirigé par le collaborateur nazi Marchais, haineux envers le peuple et son parti de classe a appuyé cette interdiction.

Cette mesure de la bourgeoisie n'a pas empêché le PCMLF de continuer son combat dans la clandestinité et de se renforcer sans cesse dans la guerre de classe, comme l'ont montré diverses manifestations à Paris, notamment celle de juin 1975, où des milliers de personnes criaient bien fort : « Le PCMLF est dans la rue », provoquant la hargne de caciques social-fascistes du parti de Marchais.

Le PCMLF a montré maintes fois qu'il est un véritable parti communiste dans la lutte contre la bourgeoisie et contre le révisionnisme, comme face à ses propres erreurs. C'est pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste de France est pour notre jeune parti une source d'enseignements...

Pour le Comité central du PC (ml) P
Nascimento Rodrigues
Membre du secrétariat du CC
Directeur du journal « O Comunista »

LISEZ, OFFREZ

« LE CINEMA CHINOIS »

I/ 1905-1949

de Régis Bergeron-Alfred Eibel Editeur

Hors de Chine, pour le grand public et même pour les historiens du cinéma, le cinéma chinois reste à peu près inconnu. Ce livre constitue donc une véritable révélation. Ce premier volume tente de dégager les tendances principales du cinéma chinois avant l'époque socialiste. Il nous permet d'accueillir avec une meilleure compréhension les films chinois d'aujourd'hui.



● Indonésie

Environ cinquante étudiants des plus importantes universités de la région de Bandung ont été arrêtés mercredi quand les soldats sont entrés sur le campus de l'institut de technologie de Bandung dont les étudiants occupaient les locaux.

Les troupes sont parties des lieux le jeudi matin et les étudiants qui font

une grève des cours ont réinvesti les locaux. Ils demandent la libération de tous les étudiants arrêtés depuis le 20 janvier et la suppression de sept journaux importants de Djakarta. Ils se déclarent déterminés à poursuivre le combat pour empêcher la réélection de Suharto à la présidence de la République.

● Maroc

Pillage soviétique à grande échelle

Moscou fait grand tapage sur son soutien au peuple sahraoui. Cela ne l'empêche pas de conclure de fructueux accords avec le Maroc. Celui-ci deviendra en effet le premier partenaire de l'URSS en Afrique dans le domaine de la coopération industrielle et commerciale, après la signature prochaine du contrat sur les phosphates entre les premiers ministres des deux pays.

L'URSS se propose en effet de financer la mise en valeur du gisement des phosphates de Meskala d'un montant de deux milliards de dollars, un accord préliminaire, resté secret, a été signé vendredi dernier dans la capitale soviétique.

A la suite de l'accord commercial de 1958 entre l'URSS et le Maroc, le volume des échanges commer-

ciaux annuels atteint 120 millions de dollars ces dernières années.

Une bonne part des échanges sont constitués de produits pétroliers soviétiques et d'oranges du Maroc.

Le « contrat du siècle » sur le phosphate sera la plus importante réalisation économique actuellement prévue en Afrique. L'URSS s'offre à créer des installations portuaires pour le stockage et l'exportation du phosphate et son acheminement à la mer. Parallèlement un accord de troc doit être conclu, l'URSS achetant du phosphate marocain en échange du pétrole, de bois et de produits chimiques. Des « échanges » dont le peuple marocain ne tardera pas à découvrir qu'ils portent un autre nom, celui de pillage pur et simple.

6 films chinois à Paris

STUDIO SAINT-SÉVERIN : 12, rue Saint-Séverin, 5^e

Le détachement féminin rouge (jours pairs)
Le torrent de la révolution (jours impairs)

STUDIO DE LA HARPE, 13, rue Saint-Séverin 5^e

Les pionniers (jours pairs)
Les fleurs rouges de Tien-Chan (jours impairs)

OLYMPIC ENTREPOT, 79, rue de Pressense 14^e

L'Orient rouge (jours pairs)

La bataille navale de 1894 (jours impairs)

Procès Pailleron

Le procureur encense le responsable No 1

Ainsi que nous l'avons laissé entendre à plusieurs reprises dans nos colonnes, le procès des fonctionnaires PDG et architectes principaux responsables de la mort de vingt personnes lors de l'incendie du CES Pailleron, tourne à la parodie tragique.

Alors que les familles considèrent les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale comme les principaux responsables, le procureur lui, s'est évertué à atténuer cette responsabilité. A propos de Jean Reynaud, le plus haut personnage impliqué dans

cette affaire, au lieu d'affirmer ses responsabilités écrasantes, le procureur Lazari a fait son éloge en disant notamment qu'il avait

« rempli sa mission avec dévouement et résolu de nombreux problèmes à la plus grande satisfaction des en-

A l'audience de jeudi, consacrée aux réquisitoires du procureur de la République, ce dernier s'est livré à un détournement des responsabilités qui a provoqué le départ des parents des victimes au milieu de l'audience.

fants de France qui, grâce à lui, ont perdu un minimum de temps dans leurs études ». Lazari a accompagné l'éloge à l'égard de Reynaud et de sa disculpation : « Il n'a pas eu conscience que ce qu'il avait à faire, au niveau de sa responsabilité, c'était de veiller à l'adaptation du projet de base-type au cas d'espèce posé par la construction du CES Édouard-Pailleron ».

C'est donc tout juste si Reynaud a commis une faute professionnelle bien légère à côté de ses mérites vantés par le procureur. Celui-ci a demandé au tribunal de tenir compte de tout ceci « dans sa sagesse », avant de passer aux circonstances atténuantes à propos des hauts fonctionnaires, à l'étonnement des familles et du public qui avaient toutes les raisons de croire que Lazari avait commencé par là.

Parmi ces circonstances atténuantes, Lazari qui n'a pas peur de se couvrir de honte, cite « la nuit », car « la nuit c'est toujours plus difficile ». C'est aussi la jeunesse des enfants qui étaient « très jeunes à un étage élevé ».

C'est au moment où il commençait à évoquer ces circonstances atténuantes que les parents se sont levés et ont quitté la salle en signe de protestation.

Abordant enfin le chapitre des sanctions, Lazari concluait : « Les inculpés ont déjà eu un châtiement ; celui de la déconsidération. Ils sont marqués à jamais par cette affaire dans leur conscience et dans leur position sociale. Il est de mon devoir par ailleurs, d'insister sur le caractère involontaire des fautes reprochées aux inculpés ».

Ainsi, donc, Lazari a fait son devoir de valet servile de la justice bourgeoise.

Lazari a concentré ses « attaques » sur l'architecte anglais, M. Keyte, et sur deux PDG des sociétés qui ont construit l'ouvrage.

Mais pour eux aussi, il a prêché la modération du tribunal.

Nous publions en encadré les déclarations de l'Association des familles des victimes. Les plaidoiries de la défense auront lieu jeudi prochain.

Manifestations contre la répression en Tunisie

La manifestation contre la répression en Tunisie qui devait avoir lieu samedi 4 février à Paris, a été interdite. Une fois de plus, le gouvernement français montre sa collusion avec un régime dont l'arbitraire fait force de loi. Ici, en l'occurrence, le régime de Bourguiba-Nouira qui vient de faire assassiner des centaines de personnes, blesser des centaines d'autres et mettre en prison bien d'autres encore.

Malgré l'interdiction, un certain nombre de travailleurs ont tenu à manifester pendant environ une demi-heure ils ont traversé le quartier populaire de la Goutte d'Or (dans le 18^e arrondissement) où sont concentrés un grand nombre de travailleurs immigrés.

Comme le quartier était bouclé par les CRS les organisateurs de la manifestation ont donné l'ordre de dispersion pour éviter toute provocation.

A Toulouse, le dimanche 29 janvier, des dizaines d'étudiants et d'ouvriers tunisiens ont occupé le consulat de Tunisie.

A Reims, il y a eu un meeting le 31 janvier organisé par L'UGET. Une manifestation est prévue le 8 février, à 18 h, au théâtre.

● Paris

Meeting du Comité Santo Domingo en lutte

Le Comité Santo Domingo en lutte a organisé samedi dernier un meeting pour dénoncer les manœuvres de Balaguer, président de la République pour créer un faux climat de « libération en République dominicaine » et la politique démagogique de « défense des droits de l'homme » du président Carter.

Les orateurs ont dénoncé la dégradation constante des libertés démocratiques au cours des dernières années dans le pays, l'assassinat de centaines d'opposants, les tortures pratiquées dans les geôles de Balaguer, et la répression systématique du mouvement syndical.

Ils ont exigé la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés et le respect des libertés démocratiques.

Parmi les nombreux messages qui ont été adressés à cette occasion au comité Santo Domingo en lutte, celui du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) a exprimé ses sentiments de solidarité internationaliste prolétarienne en soutenant sans réserve la lutte actuelle du peuple dominicain.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN FAITE-LE LIRE AUTOUR DE VOUS

Courrier des lecteurs

Nous publions cet extrait d'une lettre adressée à nos camarades de la « Lyre des travailleurs » de Lille.

Chers camarades

A la fête de l'Humanité rouge du 6 novembre 1977, j'ai acheté votre 45 tours accompagné de la brochure de chants révolutionnaires.

Plus j'écoute votre disque, plus j'aime les chants qu'il contient. L'accompagnement à la guitare est très bien fait.

J'aimerais bien chanter avec vous mais cela est impossible vu la distance qui nous sépare. Comme vous dites dans votre brochure que des chorales révolutionnaires se développent actuellement en France, pouvez-vous me dire s'il existe, dans la région parisienne, des chorales amis et dans l'affirmative, qui dois-je contacter ?

Dans la négative, si parmi les personnes qui vous écrivent de Paris ou de la banlieue parisienne, il y en a qui veulent créer une chorale, j'aimerais les contacter.

En bref... En bref... En bref...

JUGE EN FLAGRANT DELIT POUR AVOIR DEMANDE LE RESPECT DE LA LOI

L'enlèvement du baron Empain a permis à la police de quadriller la région parisienne et de multiplier les contrôles d'identité. Elle lui a aussi permis de mettre en pratique la fouille des voitures sur une grande échelle.

Or, celle-ci est illégale du point de vue de la loi bourgeoise, puisque le Conseil constitutionnel lui-même avait rejeté le projet de loi de Poniatowski sur la légalisation d'une telle fouille par la police, le 12 janvier 1977.

C'est pour cette raison que deux personnes arrêtées lors de contrôles d'identité à l'un des nombreux barrages dressés à Paris ces derniers jours par la police, ont refusé de laisser celle-ci fouiller le coffre de leur voiture. Il s'agit d'un jour-

naliste, M. Ferey, et d'un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire, M. Trignole. Le premier au cours d'un contrôle porte de Charenton a expliqué aux policiers qu'il n'était pas obligé de leur ouvrir le coffre de son véhicule et que d'autre part, une telle demande devait être faite par un officier de police judiciaire. Les gendarmes vont alors chercher un gradé et le commissaire de police du 12^e arrondissement. Devant eux, M. Ferey a refusé une nouvelle fois d'ouvrir son coffre. Il était alors emmené et gardé à vue durant quatre heures.

M. Trignole, pour avoir refusé d'ouvrir aux policiers le coffre de sa voiture, s'est retrouvé lui aussi au commissariat. Mais de plus, il s'est retrouvé aussi devant

le tribunal des flagrants délits vendredi.

Une nouvelle fois, ouvertement la police et la justice, bafouent les propres lois de la bourgeoisie et sont totalement couvertes, alors que les victimes de ces pratiques illégales sont garées à vue ou traduits devant les tribunaux.

Il est vraisemblable que d'autres personnes parmi les

ARRESTATIONS DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SANS PAPIERS

Le Mouvement des travailleurs mauriciens annonce que six travailleurs immigrés, dont deux Mauriciens, ont été emmenés jeudi à la préfecture de police à la suite d'une perquisition dans un atelier de confection « clandestin » du 2^e arrondissement.

Le Mouvement des travailleurs mauriciens précise que les deux Mauriciens, comme un peu plus de cinq

milliers qui ont été contrôlés, aient refusé de laisser la police fouiller leur voiture et qu'elles aient été victimes de telles injustices.

Des protestations en particulier venant du Syndicat de la Magistrature, ne cessent de s'élever contre de telles pratiques illégales qui mettent en cause certaines libertés démocratiques.



Postiers en grève

LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE

(Suite de la page une)

De nombreux travailleurs se demandent si ça va encore être une journée de 24 heures symbolique.

Des travailleurs du PLM, après la trahison des directions syndicales au moment de l'affaire Menvielle, restent perplexes devant la « combativité » de nos syndicalistes de « pointe ».

D'autres attendent de voir la suite des événements et disent « on verra lundi ».

Mais un fort courant de lutte existe, notamment des jeunes qui n'ayant pas vécu 1974, disent que les anciens font comme si c'était 14-18.

D'autres réflexions : « Llamas, c'est dépassé, ce sont tous les gars qui sont concernés », « que ce soit une question politique ou électorale, moi, je n'en ai rien à foutre, ce que je vois, c'est le résultat ». Il y a notamment un fort désir de lutte dans les bureaux où existent actuellement d'autres licenciements.

Le caractère spontané et massif de ce mouvement s'oppose par sa combativité aux buts des tenants de l'Union de la gauche

Prévost a dit devant une assemblée générale des militants de la CFDT, que c'était une réaction sentimentale. Ils veulent s'en servir pour dénoncer la droite et placer leur came-lote de gauche. Ils ont été les premiers à venir faire parader leurs élus bardés de tricolore (alors que le dra-

peau rouge flottait sur Créteil) en plein milieu d'une assemblée soi-disant convoquée par les syndicats.

Mais les travailleurs veulent gagner car seul, le combat classe contre classe leur assurera quelque chose.

Les marxistes-léninistes soutiennent totalement ce juste mouvement et font les propositions suivantes aux travailleurs :

Pour combattre la sectorisation, imposons des revendications unifiantes.

- La réintégration de Llamas, de Kupferstein, et de tous les autres licenciés suspendus, et arrêt de toutes les enquêtes administratives en cours.

- Titularisation des vacataires, auxiliaires, et stagiaires.

- Pas de salaire inférieur à 2 500 F et 300 F pour tous.

- Réduction du temps de travail (en particulier pour les bureaux mixtes : 35 heures par semaine, le samedi libre) et sans remise en cause des avantages acquis.

- Congés annuels pour nos camarades Antillais, Guyanais et Réunionnais et le paiement intégral du voyage pour tous.

- Augmentation des effectifs, et diverses autres revendications à discuter en assemblée générale (conditions de travail, qu'un postulant à la mutation ne passe pas plus de trois ans hors de chez lui, etc.)

Des moyens d'action et

une organisation démocratique de la grève.

Les travailleurs doivent veiller à ce que la grève ne leur échappe pas. Pour cela, ils doivent la prendre eux-mêmes en main. D'où la nécessité pour chacun de venir tous les jours au piquet de grève et de participer aux assemblées générales. Celles-ci ne doivent pas servir uniquement de tribune à quelques spécialistes mais doivent permettre à tous les travailleurs de s'exprimer, de prendre des décisions eux-mêmes et de les mettre à exécution. De même, il convient de mettre sur pied des comités de grève composés de travailleurs syndiqués et non-syndiqués, de Français et Antillais, Guyanais, Réunionnais, afin de renforcer notre unité, et qui soient

responsables devant l'assemblée générale, ce qui permettra aux travailleurs de rester maîtres de leur grève en contrôlant les décisions, les négociations, etc.

Des le début, organisons la popularisation et la solidarité financière. Mettons sur pied des équipes pour faire ce travail sur les entreprises, les marchés, métros, etc. Aucune lettre ne doit passer, bloquons les transbords, luttons contre les centres de tri parallèles.

Les marxistes-léninistes appellent aussi les travailleurs à être vigilants face aux manœuvres d'un futur ministère des PIT de gauche (on en a déjà eu assez sous la 4e République).

• AOIP-Morlaix

Krasucki: le bide !

Dans le cadre de la campagne pour le renforcement de la CGT, Krasucki est venu le 26 janvier à l'AOIP.

Dans cette boîte, où il y a plus de 700 travailleurs et plus de 200 syndiqués CGT (un peu plus pour la CFDT).

Il a réuni en tout et pour tout...80 personnes, et encore il y avait des contestataires parmi eux !

Mais peut-être, peut-on trouver une des explications à ce bide complet dans

le fait qu'il ait été reçu officiellement par la direction locale de la boîte et ait visité l'entreprise accompagné par le directeur !

Lequel directeur avait en accord avec la section CGT prolongé les horaires d'ouverture de l'usine de 18h à 18h15 toute la semaine pour permettre aux travailleurs de récupérer le temps passé avec Krasucki.

Les travailleurs ont sans doute apprécié tout ça.

«La Chine telle que l'ont vue dix syndicalistes»

réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF-GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F).

En vente aux librairies :
«Les Herbes sauvages» : 70, rue de Belleville, Paris 20e et
«La Force du livre» 336 rue René Leynaud - 69001 Lyon.
Par correspondance à E 100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.

• Nanterre

Grève au lycée Joliot-Curie

Depuis le lundi 30 janvier 1978, à Nanterre, élèves et professeurs du lycée Joliot-Curie sont en grève reconductible pour revendiquer contre la suppression de cinq classes de 2e cycle et neuf postes de professeurs. Cette situation s'étend au niveau départemental vers une mise en application de la réforme Haby.

Les lycéens en grève.

• MFTC-Beauvais

Provocations patronales, La lutte continue

Depuis deux semaines les travailleurs de la filature MFTC sont en grève pour obtenir une augmentation de 50 centimes de l'heure. Comme seule réponse à cette grève, la direction traîne quatre délégués du personnel devant la justice bourgeoise, sur accusation de l'huissier. Jeudi 2 février, les ouvriers de la MFTC se rendent en délégation au tribunal des référés de Beauvais, exigeant la relaxe de leurs camarades.

Vendredi 3 février, la justice bourgeoise ordonnait l'expulsion des délégués avant lundi 6 février à 6 h. Les ouvriers occupent les locaux et s'opposent aux provocations venant de la direction. Par deux fois, celle-ci a essayé de faire enfoncer les portes des ateliers pour déloger les grévistes. Deux fois, la direction a été mise en échec.

Elle a alors annoncé son intention de recommencer avec un Fenwick pendant le week-end. C'est clair, les di-



Déjà au printemps dernier, les travailleurs de la MFTC obtenaient, par leur détermination, le 13e mois, après plus d'une semaine de grève avec occupation.

recteurs cherchent la bagarre, les ouvriers eux, ne sont pas décidés à se laisser faire. Les directeurs ont dû faire appel au service d'un autre huissier, le premier étant trop discrédité à Beauvais.

Ces directeurs à la solde des Frères Willot, provoquent et répriment les grévistes pour ne pas lâcher les

50 centimes (eux dont les appointements approchent les deux millions).

La direction se cassera les dents devant la détermination des travailleurs soutenus par ceux des autres usines de Beauvais.

Nouvel huissier, nouvelle A bas la répression !

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Simeoni appellera-t-il à voter pour le PS ?

Siméoni appellera-t-il à voter pour le PS ?

C'est la question que l'on peut se poser après avoir entendu le meeting organisé jeudi dernier à la Mutualité par l'« Unione di U Populu Corsu » (UPC). Les orateurs, après avoir dressé un constat accablant de la situation coloniale de l'île, ont abordé la question des élections.

Après avoir dit « Nous ne nous intéressons pas aux états d'âme du premier ministre ni à ce qui peut être nationalisé ou pas », exprimant par là leur refus apparent des partis de droite comme de gauche, ont porté des appréciations plus précises sur les partis dominants de la bourgeoisie.

L'UPC a rejeté catégoriquement ceux de droite, condamné le centralisme du PCF, et le projet de loi-cadre des radicaux de gauche. A propos du PS, l'UPC a déclaré très insuffisantes les propositions de ce parti concernant l'île. Cependant a poursuivi l'orateur, le projet du PS malgré ses restrictions importantes, ouvre une brèche dans la situation de colonie de la Corse.

L'UPC va-t-elle ou non s'engouffrer dans cette brèche qui ressemble fort pourtant à une impasse pour le peuple corse.

C'est dans une dizaine de jours que l'UPC définira sa position pour les législatives.

A propos des «enlèvements» au Tchad

Démenti du Frolinat

Le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) a confirmé que l'enlèvement de Christian Masse et Pierre Kummerling n'est pas de son fait, dans un communiqué remis samedi à Paris à l'AFP.

Le double enlèvement, « acte de banditisme » déclare le communiqué, « ne saurait avoir un quelconque rapport avec la lutte du peuple tchadien, dirigée par le Frolinat ».

« Le Frolinat est un mouvement national révolutionnaire, poursuit le communiqué, qui œuvre à la mobilisation de tous les opprimés du Tchad en vue

de la liquidation du système néo-colonial, fabriqué et maintenu par le capital monopoliste français (...), sa lutte ne vise pas des individus d'une région, d'une religion, d'une race ou d'une nationalité déterminée.

« Au moment où le Frolinat, en voie d'unification, remporte des victoires politiques et militaires décisives, dit encore le communiqué, la publicité tapageuse faite autour de ces enlèvements tend à donner une image confuse de la lutte du peuple tchadien et à légitimer une éventuelle intervention directe des troupes françaises ».

● Douai (Nord)

Octobre aujourd'hui

PAR LE THEATRE DU PRINTEMPS

Jeu 9 février à 20h30

Maison des jeunes et de la culture

● Grigny (Essonne)

Une école qui va tomber

Au CES Jean Vilar, cité de la « Grande Borne », un mur d'un des bâtiments menace de s'effondrer. C'est le cas d'ailleurs de tous les bâtiments de cette école qui reçoit 1 300 élèves.

Jeu 1er février, des professeurs constatent que le mur en question bouge sous la pression. L'Administration avertie refuse de faire évacuer les élèves et fait attacher le mur avec une corde ! Voyant cela, professeurs et surveillants font eux, évacuer les locaux et re-

fusent de reprendre le travail. Venu sur place, l'inspecteur d'académie fait fermer l'établissement pour la journée du vendredi. L'expert constate les dangers mais conclut que « puisque le CES fonctionnait dans cet état avant il faut bien continuer ».

Le personnel et les enseignants du CES, font du porte à porte dans la cité, et le vendredi soir une centaine de parents d'élèves se rassemblent pour exiger la fermeture et des travaux.

Le refus est unanime de travailler avec ce risque permanent.

L'après-mars

Vers un gouvernement «d'unité nationale?»

A un mois des élections législatives, toute une série de déclarations, répétées avec insistance semblent indiquer qu'à droite comme à gauche on se prépare à un gouvernement « d'unité nationale » qui regrouperait la fraction giscardienne de la droite et les partis de gauche.

Au moins deux faits semblent converger vers cette hypothèse.

LA MISE A L'ÉCART DU RPR

La mise à l'écart progressive du RPR engagée depuis quelques semaines au sein de la majorité (et dont nous avons parlé à plusieurs reprises) vient de se confirmer par la création de l'Union pour la démocratie française (UDF).

L'UDF est le regroupement, un peu plus organisé, de la coalition du PR giscardien, du CDS centriste et du parti radical de Servan-Schreiber, pour les élections. L'UDF présentera des candidats qui seront de fait les candidats de Giscard. Le RPR présentera à part ses propres candidats.

Ce qui réunit les trois formations de l'UDF face au RPR gaulliste, c'est leur volonté de « gouverner au centre ». Concrètement, cette volonté peut aller jusqu'à une alliance de gouvernement avec le parti socialiste.

Avant la rupture de l'Union de la gauche, les partis de droite étaient engagés dans un front commun pour les élections, dont faisait partie le RPR.

La rupture de l'Union de la gauche a entraîné un changement de tactique de tous les partis de la majorité sauf pour le RPR de Chirac. Chirac seul, continuait à condamner la gauche en bloc. Les autres partis lançaient des appels très directs aux socialistes et radicaux de gauche.

L'UDF est aujourd'hui la confirmation de cette volonté d'une large fraction de la majorité de tenter de gouverner avec certaines forces de gauche. Cela correspond à une mise à l'écart de la seule force de la majorité actuelle qui refusait ce front avec la gauche, le RPR.

LA BONNE VOLONTÉ DE LA GAUCHE

Quant aux grands leaders de gauche, on se souvient de leurs réactions après le discours de Giscard à Verdun-sur-le-Doubs : ils envisageaient de gouverner avec Giscard.

Provoqué par Raymond Barre, qui l'accusait de vouloir créer une crise gouvernementale, Mitterrand a fortement démenti : un gouvernement de gauche avec Giscard comme président

cela n'ira pas tout seul, mais c'est possible, a-t-il précisé.

Quant aux dirigeants du PCF, c'est avec un sang-froid rare qu'ils sont passés de leurs grandes condamnations sur le thème « le PS

Mitterrand a appelé la semaine dernière « l'unité nationale ».

De tels gouvernements ont déjà existés, au lendemain de la guerre (avec des ministres du PCF), comme par la suite sous la 4e République (sans la participation du PCF). Toujours dans ces cas-là, les ministres de gauche ont appelé les travailleurs à ne pas

faire grève, à produire, à se taire et à consentir des sacrifices, au nom de « l'unité et du salut national », pour sortir le pays de la crise.

Un tel gouvernement serait la politique la plus raffinée que trouverait la bourgeoisie pour essayer de faire passer en douceur sa politique d'austérité, en se servant de la collaboration des ministres socialistes ou communistes.



Mitterrand, il a déjà participé à tant de combinaisons gouvernementales...

veut gouverner avec Giscard », à un autre type de campagne : « Nous voulons des ministres communistes » ... avec Giscard comme président.

Marchais, nous l'avons souligné à plusieurs reprises, veut être de ce gouvernement giscard-socialiste. C'est là la garantie à ses yeux de l'application du Programme commun. Cela ne va pas sans marchandage avec le PS, ce que nous expliquons par ailleurs.

UN GRAND DANGER

Nous ne sommes pas des devins. Nul ne sait au juste quel gouvernement sortira des urnes de mars. Mais ce qui semble se préparer nettement aujourd'hui doit attirer notre vigilance.

En cette période de crise qui est aussi une période de grands mécontentements, et de grandes luttes de la classe ouvrière, les grands monopoles qui dirigent notre pays auraient tout intérêt à voir leurs affaires gérées par un gouvernement de « salut national » (ce que

Chirac : «autorité et fermeté»

Le week-end dernier, à Lille, Chirac a tenu des propos qui ont un fort relent d'extrême-droite, presque fascisant.

Il a violemment dénoncé toute indulgence par rapport à « ceux qui mettent en danger la sécurité des biens et des personnes (...) et pour tous les laxismes, le développement de la drogue et autres turpitudes ».

Il a précisé : « Tout cela doit cesser, la loi doit être respectée et la justice doit être rendue au nom du peuple français, et non au nom des idées toutes faites de je ne sais quel Syndicat de la Magistrature ».

Il ne s'agit pas là seulement de quelques attaques au nom de « l'ordre moral ». Ces appels à la « pureté sociale » sont un des axes fondamentaux de

la politique gaulliste.

C'est ainsi que Chirac a précisé : « La démocratie est un régime d'autorité et il est de la vocation d'un gouvernement en régime démocratique d'être un gouvernement d'autorité ».

Si la société libérale de Giscard est bel et bien une société d'autorité, c'est-à-dire de répression et d'oppression, ce que propose Chirac, c'est d'enlever tout masque libéral et réformateur à cette politique au service des monopoles.

Il est habituel qu'en période de crise se renforce la répression d'Etat et que de larges fractions de la bourgeoisie appellent à la pureté morale. Dans d'autres circonstances et à une autre époque, ces mêmes slogans annonçaient la prise du pouvoir par le nazisme hitlérien par exemple.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

QUELQUES INFORMATIONS POUR LE DEPOT DES CANDIDATURES ET LA CAMPAGNE ELECTORALE

Nous fournissons ci-dessous quelques informations sur les modalités de dépôt des candidatures. Ces renseignements sont ceux valables pour Paris. En province, il se peut qu'il y ait quelques modalités différentes suivant les préfectures. Il

est donc indispensable que les futurs candidats ou leur représentant réclament d'urgence auprès de chaque préfecture le dossier de candidatures.

Dépôt des candidatures : du lundi 13 février au dimanche 19 février à 24 h.

CONGÉS SPECIAUX POUR LES CANDIDATS (extraits du Journal officiel du 3 janvier 1978)

« Les employeurs sont tenus de laisser à leurs salariés, candidats à l'Assemblée nationale ou au Sénat, le temps nécessaire pour participer à la campagne électorale dans la limite de vingt jours ouvrables ».

« Le salarié bénéficie à sa convenance des dispositions de l'alinéa précédent, à condition que chaque absence soit au moins d'une demi-journée entière. Il doit avertir son employeur vingt-quatre heures au moins avant le début de chaque absence ».

« Sur demande de l'intéressé, la durée de ces absences est imputée sur celle du congé payé annuel dans la limite des droits qu'il a acquis à ce titre à la date du premier tour de scrutin. Lorsqu'elles ne sont

pas imputées sur le congé annuel, les absences ne sont pas rémunérées ; elles donnent alors lieu alors à récupération en accord avec l'employeur ».

« La durée de ces absences est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits à congés payés ainsi que des droits liés à l'ancienneté résultant des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles ».

« Les dispositions de la présente section sont applicables aux agents non-titulaires de l'Etat et aux personnels des collectivités locales, des établissements et entreprises publics, pour autant qu'ils ne bénéficient pas déjà de dispositions plus favorables ».

Pour les fonctionnaires ou assimilés, il existe en effet des règles plus avantageuses. Exemple, à l'EDF, les candidats bénéficient de deux semaines payées.

Pour tout renseignement supplémentaire, s'adresser à la permanence de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOPDP), rue Jean Robert, Paris 18e. Tel : 607 23 75

- Mercredi de 18 à 20 H
- Samedi de 15 à 17 h

(Suite de la page 7)

AUBAGNE

Yves Vandramme, candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Yves Vandramme, 33 ans, issu d'une famille ouvrière d'Aubagne, est marié et père de deux enfants.

C'est en 1966 qu'Yves, déçu par le PCF qu'il cotoyait de près, trouve une réponse à ses interrogations à travers la révolution culturelle chinoise : il acquiert la certitude que la révolution est possible et que contrairement à ce qui se passe en Russie, la classe ouvrière peut diriger la société.

Il entre alors en contact avec le Mouvement communiste français (ml) dont le siège était à Marseille.

Employé aux PTT, il a toujours participé activement, même lorsqu'il était auxiliaire, aux luttes des postiers. En 1968, il est secrétaire du comité de grève de son service et en 1974, il s'opposera aux manœuvres de

division du mouvement par les directives syndicales.

« Face aux promesses démagogiques de « changement dans la continuité » ou de « changement véritable », il n'y a pas d'autre voie pour arracher la satisfaction des revendications que la lutte déterminée et massive pour la classe ouvrière et notre peuple », nous a-t-il déclaré. « Il faut lutter, en ne comptant que sur ses propres forces et ne pas faire confiance aux politiciens professionnels qu'ils soient de droite ou de la fausse gauche. Nous devons être à l'écoute et à l'école des masses pour mieux jouer un rôle de direction véritable ».

Yves Vandramme est membre du comité d'initiative nationale de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

MODELE DE DECLARATION DE CANDIDATURE

(à établir en double exemplaire, sur papier libre, dispensé du droit de timbre)

Je soussigné

- (nom, prénoms) :
- (date et lieu de naissance) :
- (profession) :
- (domicile) :
- numéro de la carte d'électeur du candidat et commune d'inscription sur la liste électorale : (1)
- Pour les candidats naturalisés - numéro et date du décret de naturalisation) :

déclare déposer ma candidature au premier tour de scrutin des élections législatives dans la \dots ème circonscription de \dots sous l'étiquette

Union ouvrière et paysanne
pour la démocratie prolétarienne

Je déclare que mon suppléant est

- nom, prénoms :
- date et lieu de naissance :
- profession :
- domicile :
- numéro de la carte d'électeur du candidat suppléant et commune d'inscription sur la liste électorale :
- éventuellement, numéro et date du décret de naturalisation :
- mandats électifs détenus ou ayant été détenus :
- dont l'acceptation est jointe à la présente.

Fait à
Signature

(1) Les candidats qui ne justifieraient pas de leur inscription sur une liste électorale devront apporter la preuve qu'ils jouissent de leurs droits électoraux par la production d'un extrait récent du casier judiciaire.

AVIS IMPORTANT

Les cartes d'électeurs du candidat et du suppléant et, éventuellement, pour les personnes naturalisées, le décret de naturalisation, doivent être présentés à l'appui du dépôt de la demande de candidature.

LE COMITE D'INITIATIVE NATIONAL DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

UNE ADRESSE : 3, rue Jean Robert Paris 18e (Métro Marx Dormoy)
UN NUMERO DE TELEPHONE : 607 23 75
DEUX PERMANENCES : le mercredi de 18 à 20 h, le samedi de 15 à 17 h, (à dater du 25 janvier 1978).

ATTESTATION DU SUPPLEANT

(à établir en double exemplaire sur papier libre)

Je soussigné

Nom :
Prénoms :
Date et lieu de naissance :
Profession :
Domicile :
déclare accepter d'être le suppléant de :
M.

candidat aux élections législatives dans la \dots ème circonscription de \dots

Cette acceptation est valable pour le 1er et, éventuellement, pour le 2e tour de scrutin.

Date et signature :

Modèle de pouvoir à délivrer au mandataire (personne qui vient déposer la candidature, une même personne peut déposer toutes les candidatures du département)

Je soussigné (nom et prénom du candidat) donne pouvoir à M. (nom, prénom, domicile du mandataire) pour déposer ma candidature au premier tour de scrutin aux élections législatives, dans la \dots ème circonscription électorale de \dots

Fait le
Signature du candidat

CAUTION : Dès le dépôt de la candidature, un récépissé provisoire est fourni par la préfecture. Il faut alors verser la caution de 1 000 F par circonscription en utilisant un chèque au nom du candidat titulaire. Retourner alors au bureau des élections de la préfecture qui fournira le récépissé définitif de candidature (à utiliser pour les congés qui peuvent être obtenus).

DOSSIER : Lors du dépôt de la candidature, un dossier est remis indiquant :
- Le nombre de professions de foi et de bulletins de vote à remettre et la date limite de leur dépôt.
- La liste des emplacements des bureaux de vote et panneaux électoraux.

RENSEIGNEMENTS PRACTIQUES :

- En cas de remboursement (5 % des exprimés), il faut fournir des factures d'imprimeur au nom du candidat titulaire. Sont remboursés, dans le cadre de tarifs plafonds, et après avoir fait agréer l'imprimeur

par la commission de propagande :

- Bulletins de vote (format maximum 10,5 sur 14,8)
- Professions de foi (format maximum 21 sur 29,7)
- Deux grandes affiches (format maximum 59,4 sur 84,1)
- Deux petites affiches annonçant réunions, permanences, etc. (format maximum 29,7 sur 42).

Sur les bulletins de vote doivent nécessairement figurer :

- Elections législatives de mars 1978.
- Circonscription.
- Nom du candidat en gros caractère (possibilité d'indiquer leur âge, profession).
- Nom du suppléant en plus petit caractère (obligatoire) précédé de la mention « suppléant » (possibilité d'indiquer âge, profession).
- Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

NB. Les bulletins de vote et professions de foi peuvent être imprimés verticalement ou horizontalement.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

AUBAGNE

6e circonscription

et LA VALLEE DE L'HUVEAUNE

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne présentera un candidat dans la circonscription d'Aubagne-La Ciotat. Dans notre édition datée du jeudi 2 février, nous avons présenté l'importance que représentent les chantiers navals dans la ville de La Ciotat.

Aubagne

Aubagne est une ville moyenne, satellite de Marseille. Elle se situe au carrefour de routes qui conduisent à Marseille, Nice, La Ciotat et Toulon, au pied du massif de la Sainte-Baume. C'est donc essentiellement un lieu de passage, réputé pour son marché et son artisanat local, les « santons » d'argile.

Il n'y a pas de grandes entreprises et un grand nombre de petites ou moyennes entreprises (tuileries, céramiques) ont fermé leurs portes, ces dernières années. La récente implantation de la zone industrielle des Paluds n'a amené essentiellement que des entrepôts.

Aussi, aujourd'hui, si la population est restée en grande partie ouvrière, Aubagne s'est transformée en une cité-dortoir pour les

travailleurs des chantiers navals de La Ciotat, de la vallée de l'Huveaune et des quartiers-est de Marseille.

La politique d'urbanisation à outrance de la municipalité a fait surgir de vastes cités où règne le béton en

faisant disparaître les derniers coins de verdure et nombre d'exploitations maraichères.

La vallée de l'Huveaune, tout comme Aubagne et La Ciotat, fait également partie de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône. Elle couvre certains quartiers très ouvriers de Marseille, comme Saint-Marcel, la commune de la Penne-sur-Huveaune, et une partie d'Aubagne.

Ce vieux quartier ouvrier a longtemps été un important centre industriel de la région marseillaise, d'importantes entreprises y sont installées comme Titan Coder, Nestlé, Prior, Rivoire-et-Carret, Péchiney, Procida, Gervais-Danone, etc.

Mais, depuis cinq ans, la crise a frappé de plein fouet cette région et sa population ouvrière ; à Coder, par exemple, en 1975, le patron a décidé de fermer et de licencier les 2 000 travailleurs. Ceux-ci ont alors mené une longue lutte, occupant leur usine et se heurtant au sabotage des dirigeants de la CGT qui voulaient négocier les licenciements et non les refuser en bloc.

En fin de compte, Coder s'est transformé en Titan-Coder, mais seulement 300 ouvriers ont été repris.

Aujourd'hui, à Gervais-Danone, les 150 travailleurs qui occupaient leur usine viennent d'être expulsés par les milices patronales.

180 licenciements sont prévus à Prior, 50 aux Établissements Mure et 53 aux Cartonneries Saint-Charles ont déjà eu lieu alors que d'autres sont prévus. Les menaces se précipitent à Rivoire-et-Carret et aux moteurs Baudoin.

La vallée de l'Huveaune crève, mais la spéculation immobilière, elle, se porte bien. A la place des usines surgissent des cités-dortoirs et des hypermarchés.

Face aux patrons, à la bourgeoisie qui frappent les travailleurs, aux dirigeants du PCF qui cherchent à les démobiliser et à la décourager, les marxistes-léninistes du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml), les autres militants de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOP) profitent de la bataille politique de 1978 pour mobiliser les ouvriers et la population laborieuse contre tous les licenciements.



● Aubagne

UNE MUNICIPALITE PCF



Garcin avec le colonel, commandant le 1er RE (Légion étrangère).

C'est en 1965 que le PCF a gagné la mairie d'Aubagne. Si pendant quelques années son député-maire, Garcin, a joui d'un prestige certain, son image de marque commence aujourd'hui à se détériorer et le mécontentement commence à se développer.

En effet, à Aubagne, tout le monde n'apprécie pas la politique des « petits

copains » en ce qui concerne l'embauche ou les promotions dans les services municipaux ou à l'hôpital, ni les relations chaleureuses entretenues avec la Légion étrangère (le 1er RE basé autrefois à Sidi-Bel-Abbès est installé à Aubagne depuis 1962) ou la police ; l'organisation de dîners mondains tel celui organisé à l'occasion de Miss France 1976 (année de la femme) à 600

F par tête ; l'embauche pour assurer « l'ordre » le 14 juillet d'une véritable milice avec chiens policiers (milice qui a d'ailleurs provoqué une rixe), la détérioration du cadre de vie, la situation des femmes de service des écoles, obligées de faire des heures supplémentaires non payées ; le fait qu'aujourd'hui ce sont surtout des cadres ou des intellectuels qui sont à la tête de la

section du PCF, etc.

C'est ainsi que les habitants du groupe Provence ont engagé des luttes contre la transformation de leur cadre de vie en un « paradis »... de béton avec la bénédiction de Monsieur le maire ; c'est ainsi que lors des dernières élections municipales plus de la moitié des conseillers sortants ont refusé de se représenter en raison de leurs désaccords avec les pratiques municipales, l'absence de démocratie ou pour certains l'abandon de la dictature du prolétariat.

Même parmi les travail-

leurs encore trompés, les critiques jaillissent, comme l'a prouvé l'attention avec laquelle fut écoutée l'intervention d'un militant marxiste-léniniste, lors d'un débat organisé récemment par le PCF, au sujet de la lutte classe contre classe et sur l'unité PC-PS.

Le développement de ce courant est plein de promesses pour le Comité de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne qui vient de se constituer à Aubagne et qui a décidé de soutenir la candidature de Yves Vandrame.

Yves Vandramme, postier à Aubagne lors de la manifestation contre l'assassinat à Marseille d'Abdelhaoui Abdelmajid.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES PARTIS ET LES IMMIGRES (1)

La question des travailleurs immigrés dans notre pays est une question-clé pour l'unité de la classe ouvrière et donc pour la révolution. L'attitude des différents partis par rapport à cette question est d'autant plus significative et leurs positions sont de fait particulièrement révélatrices.

Pour ceux qui sont au pouvoir depuis maintenant vingt ans, leur politique a été et reste tout à fait ouvertement au service des monopoles capitalistes. C'est une politique d'exploitation et d'oppression systématique de nos frères immigrés et de division de la classe ouvrière.

APPEL A L'IMMIGRATION

Les monopoles capitalistes ont de tout temps fait appel à l'immigration pour grossir la masse des travailleurs placés dans les conditions les plus favorables à leur exploitation maximum : éloignement de leur pays, problème de langue, inorganisation, etc. C'est le prolongement d'une traite des hommes tout aussi odieuse que celle des Noirs, au siècle dernier.

Nos capitalistes français ont puisé successivement dans tous les peuples chassés de leur pays par les guerres, la ruine et la misère, et poussés vers les métropoles industrielles par l'espoir, au besoin cultivé ou entretenu, de trouver du travail et de quoi vivre.

Europe centrale, Italie, Espagne ont fourni leur lot de mineurs, de terrassiers et autres métiers, le plus souvent très durs ; ce furent aussi, bien sûr, les peuples soumis à la botte coloniale de l'impérialisme français et déportés plus ou moins massivement suivant les besoins capitalistes.

Dans les années 1950 et 1960, c'est essentiellement les peuples d'Afrique du Nord qui fournissent les plus gros contingents, parqués dans des bidonvilles ou des foyers-prisons, et concentrés dans les gros secteurs industriels : métallurgie, bâtiment et travaux publics, chimie, textile, etc.

Ils sont ainsi actuellement environ deux millions et à peu près le double avec leur famille (femmes et enfants).

Mais l'oppression engendre la révolte ; tout comme les peuples colonisés se levaient contre l'impérialisme, les immigrés se sont dressés contre leurs exploitateurs de plus en plus souvent : de Pennaroya aux nettoyeurs du métro, des éboueurs aux résidents des foyers Sonacotra, les exemples ne manquent pas !

D'autre part, la crise se développant dans le monde capitaliste, les monopoles jetaient sur le pavé un nombre toujours plus grand de travailleurs, redéployaient et restructuraient l'économie, en vue de préserver et accroître leurs profits.

LES MESURES STOLÉRU

Aussi, tout en continuant à développer l'immigration, mais en puisant à d'autres sources plus dociles et malléables à leur goût (réfugiés indochinois poussés à fuir leur pays, turcs, etc.), les monopoles et les partis de la majorité au gouvernement actuellement ont pris des mesures à l'encontre des immigrés.

Les mesures Stoléru dont l'objectif, conforme au souhait ouvertement exprimé par le patronat de renvoyer un million de travailleurs immigrés d'ici 1985, sont d'abord un vol pur et simple :

- Les droits à la retraite, aux allocations d'invalidité auxquels nombre d'entre eux ont droit (les accidents du travail, maladies professionnelles, etc. sont particulièrement nombreux chez eux, qui assument le plus souvent les travaux les plus durs et les plus pénibles) ;

- Les droits aux indemnités de chômage, à l'éducation de leurs enfants, à un logement, etc. que la plupart ont largement acquis par leurs nombreuses années passées à trimer dans notre pays ;

Tout cela, les monopoles se proposent purement et simplement de le mettre dans leur poche, contre un pécule ridicule qui équivaut à peine à quelques mois d'indemnités de licenciement !

C'est ensuite une arme pour peser sur les conditions d'existence des autres travailleurs fermement invités à accepter les conditions faites auparavant aux seuls immigrés (les jeunes qui cherchent aujourd'hui du travail en savent quelque chose !).

C'est enfin un élément du plan des monopoles qui consiste à installer dans divers pays du tiers monde des « industries de main d'œuvre » destinées à exploiter, sur place cette fois, les mêmes hommes, les mêmes peuples, à des conditions meilleures pour le profit : ainsi, Renault installe ses usines dans divers pays du tiers monde, tout comme les grands patrons du textile. Ils se permettent, en plus, d'en tirer argument (la soi-disant concurrence des pays du tiers monde) pour peser sur les salaires en France !

RÉPRESSION ET RACISME SOUS TOUTES LEURS FORMES

Ce sont les moyens mis en œuvre contre nos frères immigrés pour les contraindre au départ :

- Attentats et meurtres racistes per-

pétrés, soit par des groupuscules fascistes, soit directement par les forces de répression de l'État ;

- Propagande raciste multiforme visant à isoler les immigrés et les faire passer pour

responsables de la crise (« ils viennent nous prendre notre travail et le tiers monde nous vend trop cher ses matières premières ») ; c'est diviser pour mieux régner : diviser la classe ouvrière pour mieux l'exploiter.

Victoire : nos frères sont de retour !

Ci-dessous, l'article paru dans notre journal lors du retour victorieux de sept résidents expulsés, au moment où la préoccupation de tous les partis bourgeois était le résultat des élections municipales en cours de dépouillement.



Dimanche soir, le hall de l'aéroport d'Orly était noir de monde. Les passagers qui débarquaient n'en croyaient pas leurs yeux et questionnaient à la ronde. Qui donc était ainsi attendu par une foule tendue mais calme et disciplinée de 800 personnes dont 80 % de travailleurs immigrés ? C'est au moins une brochette de ministres ou chefs d'État importants, se hasardaient à répondre quelques uns, ignorant tout mais faisant semblant d'être dans la confiance.

En fait, ce n'était rien qu'une grande famille venue attendre des frères, des frères de classe. En effet, sept délégués algériens des grévistes de la Sonacotra, expulsés de France il y a presque un an, revenaient la tête haute.

Tout le monde était là pour savourer

la joie des retrouvailles et constater la réalité d'une première victoire acquise au prix de ténacité, d'unité et de sacrifices contre les patrons de la Sonacotra et le pouvoir de la bourgeoisie.

Vers 22 h, quand après les formalités de police, nos camarades franchirent les dernières barrières, l'accueil fut triomphal !

En ce soir d'élection, à l'écart des reporters de la quasi-totalité de la presse, ces centaines d'ouvriers fêtaient une victoire acquise par la lutte, en comptant essentiellement sur leur propres forces, contre la bourgeoisie, la police et les dirigeants traitres du PCF.

C'est eux qui représentaient, hier soir, l'avenir et l'espoir de millions de travailleurs de France, et non les quelques misérables bulletins de vote qu'on s'affairait à compter un peu partout dans le pays.

Et les partis de gauche ?

Face aux mesures Stoléru, il faut rappeler qu'aucun n'a dépassé le stade de la protestation verbale ; aucun ne s'est associé à la manifestation parisienne du 19 novembre contre ces mesures pourtant très graves pour nos frères immigrés, mais aussi pour toute la classe ouvrière et tout notre peuple.

Aucun n'a même suggéré que leur arrivée au gouvernement pourrait signifier l'annulation immédiate de ces mesures.

PS comme PCF parlent dans leur programme de limitation et contrôle de l'immigration. Quant à leurs actes, lorsqu'ils ont le pouvoir, en voici un exemple : c'est un extrait d'une lettre envoyée par Domi-

nique Frelaut, député-maire de Colombes, conseiller général des Hauts-de-Seine et membre du PCF à ses administrés... certains d'entre eux seulement : les résidents du quartier chic de la rue des Côtes d'Auty.

« Nous avons fait part au directeur (1) de l'insécurité qui régnait sur le boulevard et dans le quartier. Insécurité qui est d'ailleurs propre aux grandes villes » (...)

« Concernant les difficultés créées par un certain nombre de cafés d'immigrés, nous avons protesté contre le fait que nous n'étions pas autorisés à procéder à une fermeture de leurs établissements, à 22 h 30 » (...)

« De plus le nombre de policiers mis au service des villes et des quartiers est net-

tement insuffisant. Les opérations « coup de poing » et les déclarations de Ponia-towski (2) sont surtout spectaculaires et tendent à masquer les insuffisances de la police au niveau des communes et des quartiers... ».

Notes

(1) Il s'agit du directeur de la Sécurité des Hauts-de-Seine ; cette lettre rend compte d'un entretien de la municipalité avec lui. (2) C'était à l'époque où Ponia-towski était super-ministre de l'Intérieur. Il se présente maintenant aux législatives à St-Ouen-l'Aumône et le PCF a annoncé face à lui, son désistement en faveur... d'un gaulliste (de gauche bien sûr !).

DEMAIN :

Les marxistes-léninistes et les immigrés

PUBLICATION DE LA RESOLUTION DU 3e CONGRES DU PCMLF SUR CETTE QUESTION